

LISTE ET CONTENU DES PROJETS

REFORME DE L'ETAT ET CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT

L'UE accompagnera le Gouvernement à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques orientées vers l'amélioration de la gestion des finances publiques permettant la relance de l'économie malienne. Ces mesures s'accompagneront de réformes visant à doter le Mali d'institutions fortes et crédibles, réhabiliter l'institution judiciaire, restaurer la sécurité et renforcer la société civile dans sa diversité en tant qu'acteur et interlocuteur dans la mise en œuvre des politiques nationales et locales de développement. L'UE restera également un partenaire du Mali dans le secteur de l'éducation, soutenant les efforts des autorités au niveau central et local pour une qualité et un suivi améliorés de l'enseignement dispensé, tout en mobilisant des ressources supplémentaires pour élargir l'accès des jeunes Maliens à cet enseignement, quelle que soit leur région d'appartenance. Enfin, l'UE déploiera également les moyens mis à la disposition du Mali et des autres pays de la région dans le cadre du Fonds Fiduciaire pour traiter des causes profondes des flux migratoires provenant du Sahel ou traversant cette zone. La mobilisation des ressources et de l'expertise de la diaspora malienne, ainsi que l'appui à des projets de développement local à des fins de réduction des inégalités territoriales, seront autant de processus qui bénéficieront du soutien financier et technique du même Fonds.

Projets

- **Appui à la réconciliation et la résolution de conflits au Mali (ARCOMA)** – Ce projet de 5 millions d'EUR, dont la mise en œuvre s'achèvera en mai 2017, cherche à consolider les efforts nationaux pour la consolidation de la paix depuis les événements de 2012. Il s'appuie sur 2 composantes, une sur la recherche-action sur les causes du conflit passé et l'autre sur les efforts de réconciliation et de dialogue entre les communautés affectées par ces mêmes troubles. Cette deuxième composante inclue en particulier l'appui aux efforts de restauration du patrimoine culturel et religieux de Tombouctou après les destructions infligées durant la crise de 2012.
- **Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM)** – Le programme de la justice, doté d'un montant de 12 millions d'euros et qui va continuer jusqu'à mai 2018, va contribuer à la construction et au renforcement d'un système de justice indépendant, impartial et équitable pour tous les citoyens maliens. Ce programme a été conçu pour répondre à trois défis de gouvernance relevés dans le secteur: performance, crédibilité et accès. La première composante du programme sur la performance cherche à optimiser les performances des structures judiciaires grâce à la mise en place d'une gestion efficace des juridictions et un appui à la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire. La deuxième composante sur la crédibilité s'attèle à doter le système judiciaire d'un cadre fonctionnel de contrôle et de supervision, ainsi que de lutte contre l'impunité. La troisième composante cible l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures judiciaires dans les zones jugées prioritaires.

- **Contrat d'appui à la consolidation de l'Etat du Mali (SBC II)** – Ce programme d'appui budgétaire a pour objectif principal de soutenir le gouvernement du Mali à travers un appui budgétaire de 144.3 Milliards de FCFA (220 millions €) pour la période 2015-2017. Ce programme s'inscrit dans la continuité du précédent appui budgétaire consacré à la consolidation de l'Etat du Mali et représente plus d'un tiers du montant total du programme indicatif national (PIN) consacré au Mali pour la période 2014- 2020. Ce financement de l'Union européenne servira en particulier à:
 - *Renforcer l'appui de l'UE à la mise en œuvre de l'Accord de Paix, l'UE étant membre de la médiation internationale;*
 - *Appuyer la mise en œuvre des stratégies et plans de développement et de réduction de la pauvreté au Mali et garantir les services sociaux de base, en se focalisant surtout sur la sécurité alimentaire et l'éducation;*
 - *Contribuer à la poursuite de réformes entamées par le Gouvernement du Mali et ainsi renforcer le dialogue politique entre le gouvernement du Mali et l'Union européenne.*

- **Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile malienne (PAOSC II)** – Ce programme conjoint d'un total de 14.7 millions d'euros est financé par l'UE mais également la Suisse, la Suède et le Danemark. Sa durée de mise en œuvre totale aura été de 6 ans, mais s'achèvera bientôt (en mars 2017). Les organisations faitières représentant la société civile malienne dans sa diversité bénéficient de l'appui technique et financier du programme. Cependant, PAOSC II appuie aussi les initiatives d'organisations de la société civile locale destinées à présenter les enjeux politiques et de développement comme objet de débat public, et à servir de relais pour la prise en compte de la diversité des opinions maliennes dans ces discussions. Les appels à propositions locaux sur des thématiques d'actualité concernant le développement et la stabilité du Mali et de ses régions sont le principal instrument d'appui de ce programme à la société civile malienne.

NB: Liste des projets clôturés (au niveau de la mise en œuvre)

- Centre d'information et de gestion des migrants
- ADERE-Nord
- Programme d'appui au processus électoral pour une sortie de transition au Mali
- Contrat OMD pour le Mali- PPAB 2
- Prévention des conflits
- Appui au programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord Mali (PSPSSN): Annulé

FONDS FIDUCIAIRE POUR LE SAHEL

Projets

- **Relance de l'économie locale et appui aux collectivités Phase 2 (RELAC II)** – Ce projet d'une durée de 36 mois et d'un montant 10 millions d'euros dont la mise en œuvre doit débuter en octobre 2016 vise à poursuivre la stabilisation des zones post-conflit (Gao, Ménaka,

Tombouctou et Taoudéni). Ce projet vise la relance de l'économie locale à travers l'appui à des projets économiques et l'accompagnement des collectivités pour remplir leurs missions au service des populations. Un appui technique ainsi que matériel sera fournis à ces fins sur toute la durée du projet.

- **Sécurité humaine et développement au Nord Mali Phase 2 (SDNM II)** – Ce projet d'une durée de 36 mois et d'un montant de 19 millions d'euros doit contribuer au retour à la paix dans les zones d'intervention (Gao, Kidal, Menaka, Taoudéni et Toubouctou) en facilitant l'investissement public et en soutenant le redémarrage de l'activité économique. La première composante est un fonds d'investissement local qui vise des actions rapides pour restaurer l'accès aux services publics sociaux de base ou la relance des activités économiques. La seconde composante est un appui aux collectivités territoriales pour les différentes étapes de la gestion de ces projets.

- **Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine**– Ce projet d'une durée de 48 mois et d'un montant de 6 millions d'euros cherche à appuyer la mise en œuvre de la politique sur la migration et le développement au Mali en accompagnant les initiatives de la diaspora dans leurs régions d'origine (en particulier les régions de Kayes et Sikasso). La première composante fera levier sur les investissements locaux pour soutenir des infrastructures socio-économiques. La seconde composante permettra d'accompagner les promoteurs d'entreprise de la diaspora depuis la France, l'Espagne et la Côte d'Ivoire. Enfin, une troisième composante cherchera à améliorer le cadre réglementaire, fiscal et législatif des investissements de la diaspora.

- **Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao)** – Ce projet d'une durée de 3 ans et demie et doté d'un total de plus de 29 millions d'euros visera à soutenir les efforts de présence de l'Etat, à travers les douanes, la protection civile et l'ensemble des forces de défense et de sécurité, en capitale (à Bamako), et dans les régions d'intervention (Mopti et Gao). Une seconde composante du projet portera sur la gestion des espaces frontaliers par les services de l'Etat, incluant la gestion des flux de personnes et de biens ainsi que la coopération transfrontalière. Le projet comprendra des appuis matériels tels que la réhabilitation de postes-frontière, mais offrira aussi l'expertise nécessaire au développement de la coopération entre acteurs de la sécurité au Mali, comme par exemple entre les officiers de police judiciaire et les magistrats.

DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Dans le domaine du développement rural et de la sécurité alimentaire, la coopération Mali-UE se focalise sur trois aspects : (i) l'intensification de la production et la valorisation des produits Agricoles, avec un focus particulier sur la maîtrise de l'eau et le développement de la filière riz, (ii) la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition avec la mise en œuvre d'actions ciblant directement les populations vulnérables et (iii) l'appui à la gouvernance du secteur en renforçant notamment les capacités de gestion des crises alimentaires aux niveaux national, régional et local.

L'UE inscrit ses interventions dans le cadre de l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) et travaille par conséquent à faire converger les différents instruments dont elle dispose pour des impacts à court, moyen et long terme. Le nouveau Fonds Fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulières en Afrique complètera ses actions avec des projets de résilience et de réduction de la pauvreté dans les zones vulnérables. Deux thématiques accompagnent de manière transversale ses interventions: la gestion et la protection des ressources naturelles par la promotion d'une agriculture durable et la mise en œuvre d'actions d'adaptation au changement climatique ainsi que l'appui au processus de décentralisation permettant de mieux appuyer les collectivités territoriales dans l'exécution de leur mandat.

Projets

- **Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources - IRRIGAR** – Cette initiative vise à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations par l'accroissement et la diversification de la production au travers l'irrigation de proximité. Le programme comporte deux composantes (infrastructures et technique) qui sont mises en œuvre respectivement par la KfW et la GIZ.
La composante 1 mise en œuvre par la KfW vise à réaliser et réhabiliter des aménagements hydro-agricoles, des pistes rurales ainsi que des magasins de stockage des productions agricoles dans les régions de Sikasso et de Koulikoro. Les bénéficiaires directs des aménagements hydroagricoles sont estimés 5 224 ménages. Cette composante est dotée d'un budget de 24 millions d'euros (21 millions pour l'UE et 3 millions pour la Coopération allemande). Elle est mise en œuvre sur une période de 5 ans à compter de juin 2014.
La composante 2 mise en œuvre par la GIZ porte sur le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs impliqués dans l'Irrigation de proximité dans les régions de Sikasso et de Koulikoro en vue d'augmenter les productions sur les aménagements hydroagricoles et de mieux valoriser les produits agricoles. Cette composante vise également à améliorer l'état nutritionnel des populations qui bénéficieront d'activités de sensibilisation sur la nutrition. Cette composante est dotée d'un budget de 7,6 millions d'euros (6,6 millions d'euros pour l'UE et 1 million d'Euros pour la coopération allemande). Elle est mise en œuvre sur une période initiale de 3 ans depuis avril 2014.
- **Programme de renforcement de la sécurité alimentaire au Mali - PRORESA** – Ce Programme cible les régions du Nord du Mali en priorité, avec des interventions d'appui institutionnel au niveau national. Le programme comporte trois composantes complémentaires qui seront mises en œuvre sur une période de 5 ans à compter de février 2016.
La composante 1, appui à la filière halieutique, est mise en œuvre par la Coopération technique belge (CTB) dans le cadre du Projet d'Appui à la Filière Halieutique au Mali (PAFHA). Ce projet vise à renforcer l'ensemble de la filière dans les régions de Ségou et Mopti. Il développera une production halieutique (pêche et pisciculture) basée sur des pratiques durables, améliorera les pratiques de conservation et de valorisation des produits et renforcera les capacités des services techniques et des organisations professionnelles. Cette composante est dotée d'un budget de 8 millions d'euros.

La composante 2, renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Nord du Mali, sera mise en œuvre par des ONGs dont les activités viseront à renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables, améliorer le statut nutritionnel des personnes les plus à risques et améliorer les revenus des populations les plus pauvres. Cette composante sera dotée d'un budget de 15 millions d'euros.

La composante 3, renforcement du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, sera mise en œuvre par le Commissariat à la Sécurité alimentaire. Elle visera à appuyer la réforme en cours et à renforcer les capacités des structures du dispositif. Cette composante sera dotée d'un budget de 5 million d'euros.

- **Appui à la résilience des populations vulnérables au Nord du Mali – RESILIENCE NORD** – Ce Projet a pour objectif de rétablir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations des régions de Tombouctou, Gao et Mopti afin de les préparer à mieux résister aux crises futures.

Le projet, mis en œuvre conjointement par la FAO et le PAM, permettra d'améliorer l'alimentation des populations, de renforcer leurs moyens de production et d'accroître leurs revenus. 18 900 ménages vulnérables vivant de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche bénéficieront de ce programme financé à hauteur de 10 millions d'euros. Il est mis en œuvre sur une période de 2.5 ans depuis juillet 2016.

- **Programme d'assistance aux politiques liées à la sécurité alimentaire – FIRST** – Le Programme FIRST (Food, Impact, Resilience, Sustainability and Transformation program) est un mécanisme conjoint UE et FAO dont l'objectif est de renforcer l'environnement propice à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable dans les pays jugés prioritaires dont fait partie le Mali. Il s'agit d'un programme d'appui technique mettant à disposition un réseau de spécialistes dans les domaines précités.

Au niveau du Mali, le programme FIRST appuie l'élaboration de la Politique de Sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il va également stimuler un dialogue sur les questions transfrontalières et un appuyer l'élaboration d'un programme d'appui sectoriel dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable.

- **Alliance Globale contre le changement climatique au Mali – AGCC-Mali**– Ce programme contribue à l'amélioration et à la mise en œuvre de la politique nationale sur le changement climatique en mettant l'accent sur le renforcement des institutions et des capacités ainsi que sur le suivi et la gestion des forêts. Il participe également, à travers des projets de subvention, à la mise en place d'activités de boisement dans les zones de Kayes Ségou et Mopti. Ce projet est mis en œuvre par la Direction nationale des eaux et forêts. Il est doté d'un budget de 6.2 millions d'euros (5.6 millions pour l'UE et 0.6 millions pour le gouvernement malien) et mis en œuvre sur une période de 6.5 ans à compter de juillet 2010.
- **Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement économique et régional – PARADDER** – Ce Programme, doté de 51 millions d'euros pour une période de 7 ans (2010-2017), vise à appuyer la poursuite de la mise en œuvre des politiques de réforme de l'Etat et de décentralisation en incluant les aspects liés

au développement économique régional et aux secteurs décentralisés. Le PARADDER appuie spécifiquement i) la réorganisation de l'Etat central autour des missions stratégiques d'impulsion, de conception et de contrôle; ii) une déconcentration accrue permettant la mise en œuvre efficiente des politiques publiques et jouant efficacement le rôle d'appui-conseil aux collectivités territoriales; iii) le processus de décentralisation à travers un pilotage stratégique aux niveaux central, régional et local et à travers le renforcement des capacités humaines; iv) le renforcement des capacités financières des collectivités territoriales à travers une réforme de la fiscalité locale; v) l'amélioration de la gestion et de la qualité des ressources humaines contribuant à des administrations performantes; vi) l'implication des usagers dans la décentralisation et dans la réforme de l'Etat et vii) un développement économique régional piloté par les Conseils Régionaux en cohérence avec les politiques sectorielles nationales.

Dans ce cadre, le programme a entre-autres appuyé le Commissariat au développement institutionnel (CDI), la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT), le Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT), l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), le Contrôleur Général des Services Publiques et l'Inspection de l'Intérieur; l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication (AGETIC) et les Conseils régionaux de Ségou et Mopti.

NB: Liste des projets clôturés (au niveau de la mise en œuvre)

- Réponse à la crise alimentaire au Mali
- Programme d'appui à la sécurité alimentaire au Mali
- Programme d'appui à la mise en œuvre du contrat plan de l'Office du Niger
- Appui à la réforme au dispositif national de sécurité alimentaire (va se retrouver dans le PRORESA)
- Initiative AGIR
- Appui au démarrage des communes (2000-2015)
- ADERE Nord (2005-2008)
- PARAD (2006-2011)

EDUCATION

- **Programme d'Appui à l'Enseignement Fondamental au Mali (PROF)** – Ce programme d'un total de 20 millions d'euros et d'une durée de 3 ans et demi est mis en œuvre conjointement avec le Ministère de l'Education, depuis le début de l'année 2016. Il vise à soutenir, dans l'enseignement fondamental (7 à 15 ans), la formation continue des instituteurs, la décentralisation du système éducatif y compris dans les systèmes d'évaluation de l'enseignement dispensé, ainsi que l'accès à l'enseignement des enfants jusqu' alors marginalisés de par leur statut social ou leur situation géographique.

INFRASTRUCTURES

Projets

➤ **Transports**

- **Désenclavement du Nord du delta du Niger- Appui au programme sectoriel des transports**
 - Les objectifs de ce projet sont d'une part de désenclaver la région de Tombouctou, fortement isolée en vue de son intégration dans l'économie du pays et d'autre part, d'améliorer les performances du secteur des transports afin d'augmenter les échanges commerciaux et la mobilité des biens et personnes. Sa mise en œuvre est de 10 ans (2009-2019) avec une contribution de l'Union européenne de 197 millions d'EUR.
- **Construction de la route de désenclavement des régions de Gao et Kidal** – L'objectif de ce projet est de relier le Mali à la route Trans-saharienne côté Algérie pour favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et renforcer la cohésion sociale et sécuritaire des régions du nord du Mali. Sa mise en œuvre est prévue de 2017 à 2022 avec la construction d'une route bitumée de 252 km reliant Hombori à Gao et d'une seconde route bitumée de 286 km reliant Bourem à Kidal en passant par Anefis. La contribution de l'Union européenne est de 60 millions d'EUR.

➤ **Eau et Assainissement**

Hormis les 2 projets Facilité Eau, dont la mise en œuvre est terminée, pas de changement pour le secteur Eau & Assainissement.

NB: Liste des projets clôturés (au niveau de la mise en œuvre)

➤ **Transports**

- Programme d'appui à la Réforme administrative, à la Décentralisation et au Développement économique régional: Route de Tominian- frontière Burkina Faso

➤ **Eau et Assainissement**

- Facilité Eau: Amélioration de la station d'épuration de Sotuba (Bamako)
- Facilité Eau: Mobilisation communautaire pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans la région de Ségou

➤ **Energie**

- Facilité Energie: Formation initiale et continue des opérateurs et acteurs de l'électrification rurale en Afrique de l'Ouest
- Facilité Energie: Développement de référentiels techniques et économiques pour les filières d'accès à l'énergie à partir de jatropha en Afrique de l'Ouest.